



PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement
2009 /ICPE/154
dossier n° 2008-0045

264 jours

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 9 septembre 2009 approuvant le SAGE Estuaire de la Loire et notamment l'article neuf du règlement du SAGE ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1993 autorisant M. Bernard DUPAS à exploiter, au lieu dit « La Huettière » à Vritz, un élevage de 716 porcs de plus de 30 kg et 360 porcelets ;

VU l'arrêté en date du 8 février 2001 autorisant M. Bernard DUPAS de l'EURL DUPAS à modifier son élevage porcin, sans augmentation de l'effectif présent, et valant bénéfice de l'autorité au décret n° 99-1220 du 28 décembre 1999, modifiant la nomenclature des installations classées, pour un effectif total de 1020 animaux équivalents porcs ;

VU la demande présentée le 19 janvier 2009 par la SCBA de La Huettière, successeur de l'EURL DUPAS, en vue d'être autorisée à porter la capacité totale de l'élevage porcin, qu'elle exploite au lieu dit « La Huettière » à Vritz, à 3455 animaux équivalents porcs ;

VU l'étude d'impact et les plans annexés à la demande ;

VU l'avis du directeur départemental des services vétérinaires en date du 5 février 2009 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis du conseil municipal de Vritz en date du 16 avril 2009 ;

VU l'avis du conseil municipal du Pin en date du 24 avril 2009 ;

VU l'avis du conseil municipal de Freigné (49) en date du 20 mars 2009 ;

VU l'avis du conseil municipal de Challain la Potherie (49) dans sa séance du 28 avril 2009 ;

VU l'avis du conseil municipal de Candé (49) en date du 14 mai 2009 ;

VU l'avis du directeur départemental de l'équipement en date du 17 juillet 2008 ;

La SCBA de la Huétière, dont le siège social est situé au lieu dit "la Huétière", 44540 VRITZ, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à porter à 3455 animaux-équivalents porcs la capacité totale de l'élevage porcin qu'elle exploite à cette même adresse.

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

ARRETE

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L.511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

VU la réponse de la SCBA de la Huétière en date du 22 octobre 2009 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la SCBA de la Huétière en application de l'article R.512-26 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 9 juillet 2009 ;

VU le rapport du directeur départemental des services vétérinaires en date du 29 juin 2009 ;

VU l'avis du directeur régional de la SNCF des Pays de la Loire en date du 16 juin 2009 ;

VU l'avis du Préfet de Maine et Loire en date du 21 avril 2009 ;

VU l'avis du directeur de l'Institut national de l'Origine et de la qualité en date du 7 avril 2009 ;

VU l'avis du directeur régional de l'environnement en date du 20 mai 2009 ;

VU l'avis du directeur régional des affaires culturelles – service régional de l'archéologie en date du 9 avril 2009 ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Loire-Atlantique en date du 22 avril 2009 ;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 27 avril 2009 ;

VU l'avis de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 12 mai 2009 ;

Article 2 : Nature des installations

Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alignée	A ou D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Effectif (animaux équivalents)
2102	I	A	Porcs (établissemens d'élevage, vente, transit, ...) en stabulation ou en plein air	Élevage de porcs	Plus de 450 animaux	3455

A : (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelle
VRITZ	porcs	VI et H	VI 22 H 655 et 656

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation l'établissement annexé au présent arrêté.

Les tiers les plus proches sont situés à 200 mètres de l'exploitation.

Article 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (voir plan annexé).

Construire un degré coupe-feu 2 heures aux parois coupe-feu et un degré coupe-feu de degré 1 heure aux portes équipant ces parois, munies de ferme-porte. Doter les silos de céréales d'évents d'explosion.

Permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie par l'installation d'un désenfumage naturel.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 9 : Règles d'aménagement de l'élevage

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, caniveaux à liser, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

Article 8 : Exploitation des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

TITRE 2 : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L'INSTALLATION

Article 7 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 6 : Equipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 5 : Directive IPPC

L'exploitation relevant de la directive IPPC sera soumise à la réalisation d'un bilan de fonctionnement justifiant de l'utilisation des meilleures techniques disponibles (MTD) en 2019.

Article 4 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

A l'extérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'échancrure sur une hauteur d'un mètre au moins.

Article 10 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les ouvrages de stockage (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

Article 11 : Lutte contre les nuisibles

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation ou sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Article 12 : Incidents ou accidents

Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des Installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 13 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
 - les plans tenus à jour,
 - les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
 - le plan d'épandage et le cahier d'épandage,
 - les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostics amianté, etc.)
 - tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.
- Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

TITRE 3 : PREVENTION DES RISQUES

Article 14 : Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Article 15 : Infrastructures et installations

Article 15.1 - Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

Article 15.2 - Protection contre l'incendie

Article 15.2.1 - Protection interne

La protection interne contre l'incendie peut être assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : "Ne pas se servir sur flammes gaz" ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif "dioxyde de carbone" de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

Article 15.2.2 - Protection externe :

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

Nature du point d'eau, Numéro	Volumétrie	Adresse	Détenu par le projet
Réserve incendie	500 m ³	La Huettière	dans l'enceinte de l'exploitation

Une validation de la réserve devra être réalisée par le bureau opérationnel de RIAILLB.

L'exploitant est tenu de s'assurer que les débits et pressions des hydrants existants répondent aux normes NFS 61211 ou NFS 62213 ou NFS 61213 et NFS 62200.

Une attestation de conformité établie selon le modèle joint en annexe du présent arrêté devra être retournée aux services d'incendie et de secours. Une copie de cette attestation sera adressée à l'inspection des installations classées.

Article 15.2.3 - Numéros d'urgence

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,

Article 15.3 - Installations techniques

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Article 16 : Prévention des pollutions accidentelles

Article 16.1 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de réceptacles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Article 18 : Gestion des eaux pluviales

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour.

Article 17.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue.

L'approvisionnement en eau sera réalisé à partir du réseau public.

Article 17.1 - Origine des approvisionnements en eau

Article 17 : Prélèvements et consommations d'eau

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Article 16.3 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Article 16.2 - Réservoirs

Article 19 : Gestion des effluents

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Article 19.1 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivantes :

(purin, lisier, fumier, compost, boues de station d'épuration, eaux colorées (brunes, blanches, vertes, lixiviats, jus de silos).

Valeurs agronomiques			
Type d'effluents ou de déjections	Volume ou masse produit annuellement	Ni	P ₂ O ₅
Lisier	5944 m ³	16456	10527

Article 19.2 - Gestion des ouvrages de stockage ou de prétraitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Le lisier sera stocké dans les bâtiments sous les préfosses sous les bâtiments d'une capacité totale de 4195 m³ et dans deux fosses extérieures couvertes de 300 m³ et 1000 m³.

L'exploitant dispose d'une capacité de stockage du lisier de 5495 m³ pour une période de stockage de 10,5 mois.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage pour les fumiers et les fientes, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

Article 19.3 - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux vannes sont traitées et évacuées conformément à la réglementation sanitaire en vigueur.

Article 19.4 - Traitement des effluents

Les effluents de l'élevage sont traités :

- par épandage sur des terres agricoles conformément aux dispositions du Titre 5.

TITRE 5 : LES EPANDAGES

Article 20 : Règles générales

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des ses déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Article 21 :

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation de tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

Distance minimale sur terres nues	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur terres nues	Distance minimale sur terres nues	10 mètres	composts visés au 5.8.5
		5 mètres	immédiat	lisiers et purins, lorsque un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé
Distance minimale sur prairies ou cultures		10 mètres	15 mètres	• fumiers de bovins et de porcs compacts, susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, • effluents après un traitement visé au 5.6.3 et/ou atténuant les odeurs, • eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.
		50 mètres	24 heures	50 mètres

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Article 22.1 - Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

Article 22 : Modalité de l'épandage

Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Les distances minimales définies ci-dessus s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'un minimum de deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant 15 jours ou à 50 °C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents doivent être suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus à l'exception des composts visés au point 5.8.5.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles sur lesquelles sont épandues des fientes à plus de 65 pour 100 de matière sèche et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est de 100 mètres lorsque cet épandage est effectué sur prairies et terres en cultures sans enfouissement sous 12 heures.

• autres cas	100 mètres	24 heures	100 mètres
• lisiers de porcs	100 mètres	12 heures	100 mètres
• effluents sans traitement atténuant les odeurs, autres fumiers de bovins et porcs, fumiers de volailles après un stockage d'au minimum deux mois, fientes à plus de 65 p.100 de matière sèche, lisiers et purins (sauf porcs), lorsque un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé.	50 mètres	12 heures	100 mètres

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Dans les zones vulnérables délimitées en application du décret du 27 août 1993 susvisé et notamment dans tout le département de la Loire-Atlantique, la quantité d'azote épanchée ne doit pas dépasser 170 kg par hectare épanachable et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux.

Article 22.2 - Le plan d'épandage

Surface d'épandage :

Les surfaces d'épandage seront de :

- 27,24 hectares appartenant à la SCBA DE LA HUERTIERE,
 - 65,17 hectares mis à disposition par l'EARL DE LA LOIRE à VRITZ,
 - 96,55 hectares mis à disposition par le GABC DU JARRIER à VRITZ,
 - 68,39 hectares mis à disposition par Mme Marie-Louise MONNIER à VRITZ,
- et répartis sur les communes de VRITZ et LE PIN.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épanachable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle de 1/5 000° des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épanchés ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 susvisé.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Pour respecter le règlement relatif au SAGE Estuaire de la Loire, avant la mise en exploitation de l'élevage, le plan d'épandage figurant au dossier de demande d'autorisation devra être completé pour respecter l'équilibre de la fertilisation phosphorée.

En cas d'impossibilité d'extension totale ou partielle du plan d'épandage, une solution de substitution devra être préalablement proposée à l'inspection des installations classées.

Article 22.3 - Epandages interdits

- L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :
- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
 - à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; le préfet peut réduire cette distance jusqu'à 50 mètres pour l'épandage de composts élaborés conformément à l'article 17 ;
 - à moins de 500 mètres en amont des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
 - à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
 - sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
 - sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enmeigés ;
 - sur les sols inondés ou détrempés ;
 - pendant les périodes de fortes pluviosités ;
 - sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole,
 - par aéro-aspergion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents,
 - pour les lisiers de porcs et de volailles, les samedis, dimanches et jours fériés.

L'épandage par aspergion n'est autorisé que pour les eaux issues des élevages bovins si elles ont fait l'objet d'un traitement. L'épandage par aspergion doit être pratiqué au moyen de dispositifs qui ne produisent pas d'aérosol.

Les flots 14, 15 et 16 du parcellaire du GABC DU JARRIER, sont exclus du plan d'épandage.

Article 22.4 - Pratique d'épandage

L'épandage fera l'objet d'un entoussissement rapide.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral concernant la directive Nitrates seront respectées.

Article 23 : Mise à disposition de parcelles pour l'épandage par un tiers

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à un exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Ce contrat fixe également :

- Les traitements éventuels effectués,
- Les teneurs maximales en éléments indésirables et fertilisants,
- Les modes d'épandages,
- La quantité épanchée,

- Les interdictions d'épandage,
- La nature des informations devant figurer au cahier d'épandage,
- La fréquence des analyses des sols et des effluents.

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

TITRE 6 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 24 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffusées.

Les installations de traitement de l'air devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais incendie.

Article 25 : Odeurs et gaz

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Si l'exploitant met en œuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique ou enzymatique celui-ci sera utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose).

Ces recommandations, de même que les justificatifs comptables relatifs à l'achat du produit désodorisant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

Article 26 : Emissions et envois de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

Les stockages de produits pulvérisés (réceptifs, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transport de produits pulvérisés sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières.

TITRE 7 : DECHETS

Article 27 : Principes et gestion

Article 27.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

Article 27.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 27.3 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que matériel d'insémination et de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 27.4 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 27.5 - Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (porcelets, volailles) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destinée à ce seul usage et identifiée.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Ils sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte réfrigérée à l'extérieur de l'élevage.

TITRE 8 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 28 : Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Article 29.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Article 29 : Programme d'auto surveillance

TITRE 9 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.
- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent L_{eq} . L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

L'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à

DURÉE CUMULÉE	d'apparition du bruit particulier T
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5
EMERGENCE MAXIMALE	Admissible en db (A)

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

Article 30 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 30.1 - Auto surveillance de l'épandage

Article 30.1.1 - Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épanchés par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entrepôts, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 31 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font pressager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

TITRE 10 : DISPOSITIONS AUTRES

Article 32 : Les arrêtés des 26 janvier 1993 et 8 février 2001 susvisés sont abrogés.

Article 33 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 34 : En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 35 : Modifications et cessation d'activité

Article 35.1 – Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 35.2 – Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Article 35.3 – Changement d'exploitant

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 35.4 – Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 et R.512-76.

Article 35.5 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 36 : Début d'exploitation

En vertu des dispositions de l'article R.512-44 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, dès que seront mis en place les aménagements et équipements permettant la mise en service effective de l'installation, tels qu'ils ont été précisés par l'arrêté d'autorisation.

Dès réception de la déclaration de début d'exploitation, le préfet en transmet un exemplaire à l'inspection des installations classées et un autre au maire de la commune d'implantation de l'installation.

Dans les quinze jours qui suivent la réception de la déclaration, le préfet fait publier aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements intéressés, un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation.

Dès réception, un exemplaire de la déclaration de début d'exploitation est affiché à la mairie pendant un mois au moins. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire.

Article 37 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Nantes :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atteignant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 38 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Article 39 : Publication de l'arrêté préfectoral

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vritz et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de Vritz pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Vritz et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique - Direction de l'Aménagement et de l'Environnement - Bureau de l'Environnement.

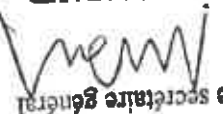
Une copie de cet arrêté sera transmise aux conseils municipaux des communes de Vritz, Le Pin, Freigné (49), Challain la Potherie (49) et Candé (49).

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la SCBA de la Huettière dans les éditions de la Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire du journal «Ouest France» et dans le journal «Le Courrier de l'Ouest».

Article 40 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la SCBA de la Huettière qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Article 41 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet d'Ancenis, le maire de Vritz et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 27 OCT. 2009
Le PREFET,

pour le préfet
le secrétaire général

Michel PAPAUD

P.J. : deux annexes

PLANS DE L'ETABLISSEMENT

ANNEXE I

MAIRE
n°23
1,41 ha

PORCHERIE PROJETEE
 NURSERIE : 5 x 290 places
 MATERITE : 4 x 48 places
 VERRATERIE : 5 x 56 places
 GESTANTES : 1 x 384 places
 COCHETTES : 1 x 54 places
 + Poupinières et locaux annexes
 (Prévisions sous cubature 4578 m³ réels / 3217 m³ utiles)

LIMITE DE PROPRIÉTÉ
 M. DUPAS Bernard
 (Culture projetée)

MERLON PAYSAGER PROJETE
 (puissances, arbres moyens jets)

COUPE 2

1
2
3

chemin rural

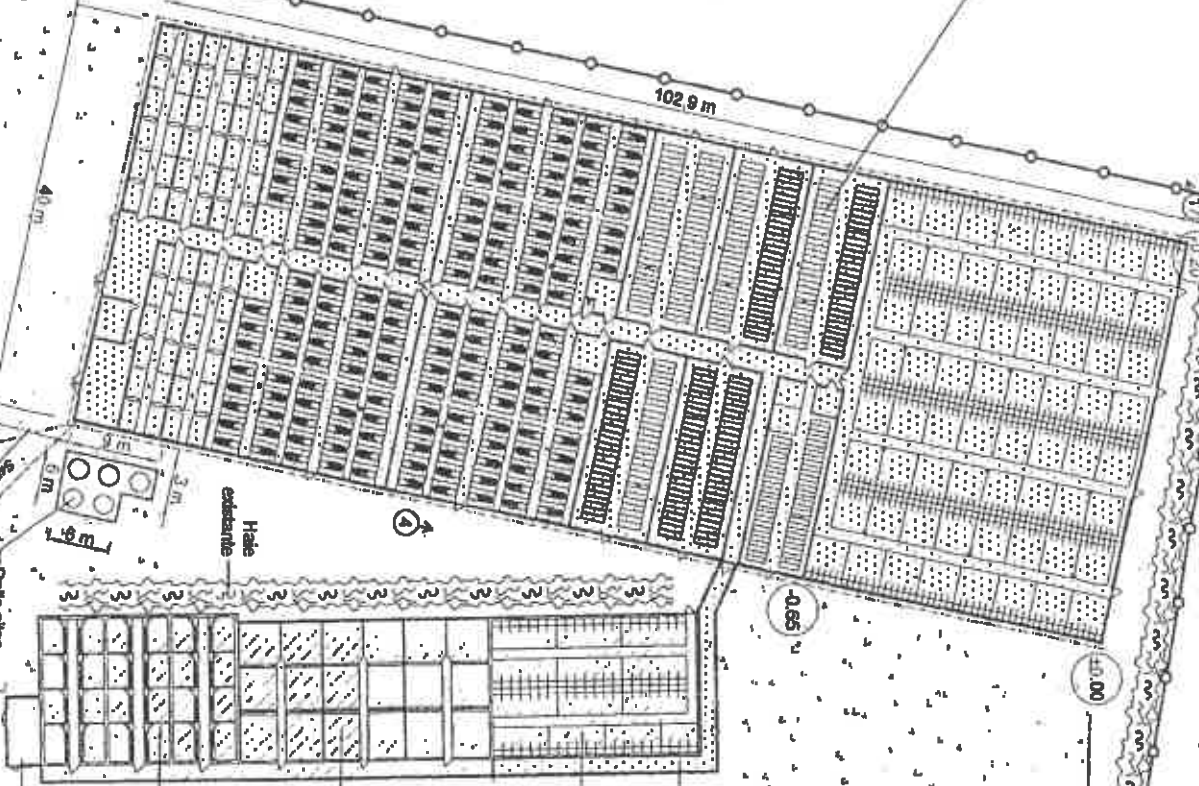
Halle
couverte

13 10 14 15 16

500 m

ACCÈS
PROJETE

Chemin rural n° 8



Dalle silos

Sans de circulation

Entrée
véhicules

PORCHERIE n°1
 QUARANTAINE + INFIRMERIE
 Fosse sous bâtiment
 178 m² réels / 113 m² utiles - prof. 0,80 m

PORCHERIE n°2
 TRUUES GESTANTES EN GROUPE: 108 places
 Fosse sous bâtiment
 457 m² réels / 374 m² utiles - prof. 2,20 m

PORCHERIE n°3
 TRUUES GESTANTES EN GROUPE: 96 places
 Fosse sous bâtiment
 600 m² réels / 491 m² utiles - prof. 2,20 m

COULOIR COUVERT PROJETE
 RELIANT LES 2 BÂTIMENTS

Groupe électrique

- PLAN DE MASSE -

ECH : 1-500

SCFA HILLETIERE (s.a) 07802020

RION PAYSAGER PROJETE
serrants, arbres moyens (jeu)

Haie
occidentale

Prop M DUPAS
Parcelle Y1_22
Surface 1.28 ha

Panchette existante
A DESAFFECTER

Logement de fonction
du responsable de l'élevage

Puits
non utilisé

H_656

Panchette existante
A DESAFFECTER

Panchette
A DESAFFECTER

Panchette
A DESAFFECTER

Culture
existante

Accès existant

Fumière existante
250 m²
A DESAFFECTER

H_655

Culture

Régence pour plusieurs
poules 500 m² utiles

Accès stationnement
salariés

Sortie
véhicules

Entrée
véhicules

Groupe électrogène
Elevé à 11 000 m

178 m² réels / 113 m² utiles - prof. 0.80 m

BAC D'ECLAIRISSAGE PROJETE

FOSSE AERIENNE PROJETEE
1 200 m² réels / 1 000 m² utiles
Ø 16 m - haut. 6 m dont 4 hors sol

PREFOSSE DE REPRISE ENTERREE
300 m² + clôture haut. 2 m



- PLAN DE MASSE
ECH : 1-500

SCEA HUETTERE (sa) 0780240

489

R.D. n° 163

EPANDAGE DES EFFLUENTS

ANNEXE II

4.3.3 Relevé parcellaire et bilan azoté et phosphoré du demandeur

RELEVÉ PARCELLAIRE DE LA SCEA LA HUETTERE

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :	SCBA LA HUETTERE
SURFACE EPANDABLE 50m :	28 70 00		LA HUETTERE
CORF. DE DISPONIBILITE 50m :	27 42 00		44540 VRITZ
SURFACE EPANDABLE 100 m :	95,54		
	24 85 00		

Exploitation de :

SCBA LA HUETTERE
LA HUETTERE

44540 VRTZ

[illegible]

RELEVÉ PARCELLAIRE

44540 VRIJZ
 LA LOIRE
 Tiers: EARL DE LA LOIRE

SAU :	Ha	Ar	Ca	DOSSIER :	SCBA LA HUETTERE	LA HUETTERE	44540 VRITZ
80	16	00					
65	17	00					
81,30							
SURFACE EPANDABLE 50m :							
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :							
59	85	00					
SURFACE EPANDABLE 100 m :							

Exploitation de:

BEART DE LA LOIRE

LA LOPE

44540 VRTZ

DEPT.	Communes	n° lots	Superficie Parcelle	Superficie épanable 50 m	Superficie épanable 100 m	Observation
44	Viliz	10	36 800	0	0	pente
		11	52 200	40 000	36700	cours d eau/tiers
		12	36 400	27 700	27700	cours d eau
		13	80 500	80 500	80500	
		14	43 600	43 600	43600	
		15	26 300	0	0	agropedo
		16	18 800	0	0	agropedo
		18	66 000	66 000	66000	
		24	216 200	191 100	178800	cours d eau/tiers/mare
		26	224 800	202 800	165200	mare/tiers
TOTALUX			801600	651700	598500	

RELIEVE PARCELLAIRE

Tiers: GAEC DU JARRIER
LE JARRIER
44540 VRIEZ

SAU :	115 68 00	Ha Ar Ca	DOSSIER :
SURFACE EPANDABLE 50m :	96 55 00		SCEA LA HUETIERE
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	83,46		LA HUETIERE
SURFACE EPANDABLE 100 m :	91 28 00		44540 VRIIZ
Exploitation de :			

Exploitation de : GABC DU JARJER

GAEC DU JARJER
LE JARJER

DEPT	Communes	n°	Parcelle	Superficie épanachable 50 m	Superficie épanachable 100 m	Observation
44	vriz	1	279 200	268 900	251 400	pulvis/tiers
		2	6 200	0	0	agropedo
		3	37 500	0	0	agropedo
		4	127 900	88 600	88 600	cours d eau/agropedo
		5	19 400	8 100	1100	cours d eau/tiers
		6	12 500	10 500	1700	tiers
		7	204 400	188 900	171100	cours d eau/tiers
		8	61 500	55 100	55100	cours d eau
	le pin	9	39 900	39 300	39300	mare
44	vriz	14	134 800	134 800	134800	agropedo
		15	36 500	0	0	agropedo
		16	197 000	171 300	169700	autre utilisation/tiers
			0	0	0	
			0	0	0	
			0	0	0	
			1156800	965500	912800	
			TOTALUX			

Lieu : Mme. MONNIER Marie-Louise

LE CHENE

44540 VRITZ

REAF GA

DOSSIER

SGEA LA HUETIERE

LA HUETIERE

44540 VRITZ

80.15

612300

SURFACE EPANDABLE 50m²

683900

853300

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

MONNIER MARIE LOUISE

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

LE CHENE

44540 VRITZ

